



Photo: Maelva Louis

# OÙ SONT PASSÉS LES OUVRIERS ?

**FORD, NAISSANCE D'UNE CONSCIENCE OUVRIÈRE P. 4**

**PORTFOLIO : AU TEMPS DE LA SOCIALE P. 10**



Le chantier de Bassens sur les quais du port. Quarante-deux ouvriers sont sur le pont.  
Photo Olivia Dehez

**PLUS DE 50 000 OUVRIERS,** soit 10 % de la population, travailleraient dans la Communauté urbaine de Bordeaux, pourtant réputée bourgeoise. De Ford au monde du vin, de Michelin à Dassault, de la plomberie à l'agro-alimentaire, ils oeuvrent quotidiennement. À l'heure où l'ombre de la crise financière plane sur le pays, où de grands chantiers envahissent la ville, où bâtiment rime avec respect de l'environnement, le monde ouvrier, loin de disparaître, fait peau neuve. Dans la douleur parfois ou dans l'espoir d'une reconversion vers un futur plus certain. Où sont-ils, d'où viennent-ils, que font-ils et que reste-t-il du passé ouvrier? Enquête sur un monde en bouleversement.

# LE JOUR OÙ LA CLASSE OUVRIÈRE A DÉBARQUÉ CHEZ FORD

Une usine isolée. Une entreprise réputée sans conflit. Des ouvriers qui n'en sont pas. Un contexte improbable qui a donné lieu à un mouvement social atypique. Philippe Poutou raconte cette expérience. Leïla-Mathilde Méchaouri et Anthony Cerveaux

**S**aint-Michel, au pied de la flèche. Le syndicaliste CGT de First Aquitaine Industries lit *Sud Ouest* en nous attendant. 47 ans, le visage marqué mais le regard aiguisé et la parole assurée. Nous allons prendre un café, la discussion dure plus de deux heures. Il insiste pour payer. Normal, il n'est « pas encore au chômage ! ».

« On avait la trouille de faire grève. Bordeaux n'est pas une ville ouvrière ». En deux phrases, le décor est planté. L'usine Ford de Blanquefort est isolée, dans une région peu industrielle. Elle n'a pas connu de lutte sociale depuis trente ans. Ce n'est pas dans la culture de l'entreprise. Et dans l'usine, il n'y a pas non plus de culture ouvrière. À son ouverture en 1972, ceux qui viennent travailler chez Ford sont pour la plupart des paysans ou des vigneron. Pourtant, au fil des mobilisations, une conscience ouvrière est née dans cette usine de campagne. Un éveil récent et fragile. Philippe Poutou, délégué syndical CGT

de l'usine (et accessoirement tête de liste du NPA aux régionales), raconte cette aventure humaine.

## Prise de conscience

Tout commence fin 2005, lorsque « la direction se sépare de cinq cents personnes ». Des départs volontaires ou en préretraites, pour être précis, qui étouffent les revendications éventuelles. « Une manœuvre pour empêcher la naissance de tout mouvement social », juge Philippe Poutou. « Il y avait tellement de collègues qui voulaient partir, ou étaient endettés jusqu'au cou que la colère n'est pas montée. On était 15-20 à débrayer sur plus de 2 000 personnes employées dans l'usine ».

Le PDG satisfait du plan de restructuration se targue d'une réussite dans une interview à France 3, déguisant ainsi les licenciements. « Archifaux ! » Le délégué syndical riposte pour la première fois en direct à TV7, la station bordelaise de télévision. « Un événement dans l'usine » qui en appelle d'autres. « Ça a

créé un petit électrochoc chez les collègues ». C'est réellement là que tout démarre. Janvier 2007, à l'appel de la CGT, une manifestation est organisée à Blanquefort : 250 personnes répondent présent. « Une fierté. On avait un peu peur de ce qu'on faisait, de n'être qu'une vingtaine au final ! ». Les balbutiements de l'hiver 2007 marquent le début d'une prise de conscience et d'un mouvement qui va durer deux ans. La classe ouvrière débarque chez Ford à Blanquefort.

« On remercierait presque les patrons d'être des salauds quand ils nous permettent de vivre ces instants »

À l'image de la banderole qui accompagne les ouvriers à chaque manifestation, barrée de la formule « Non aux suppressions d'emplois ». « Entièrement faite avec le matos de l'usine », c'est la bannière symbolique derrière laquelle ils se rassemblent tous. Étape suivante, trouver des alliés dans l'usine pour donner plus de poids aux revendications. « Seuls, on n'aurait pas pu porter tout ça. » « Assez paradoxalement », la CGT fait cause commune avec la CFTC. Une alliance de fortune dont l'axe de bataille est la défense des emplois de l'usine et de la région.

L'une des forces de la mobilisation, c'est sa capacité à rassembler. « Le combat de Ford, ce n'est pas qu'une affaire d'ouvriers. C'est une lutte politique, mais dans le bon sens du terme. On ne se bat pas que pour notre boutique. Si une grosse usine comme la nôtre vient à fermer, ça touchera tout Blanquefort. Ce sont en tout 10 000 emplois qui sont menacés ». Le mouvement se veut collectif et solidaire. « On a été soutenu d'autres usines qui fermaient à l'époque. » Comme Solelectron à Canéjan. « On avait la

force et la conviction pour le faire, on a essayé de construire quelque chose entre ouvriers de la Gironde. Au final, le bilan est triste. Soferti a fermé, Arena aussi. Mais ça reste de bons souvenirs. Chez Ford, on est les seuls à survivre, mais on sent bien qu'on est en sursis. »

## Des balbutiements à la consolidation du mouvement

Une meilleure organisation remplace bientôt les attermoissements initiaux. Les rangs des manifestants grossissent (ils sont 800 en grève devant l'usine en octobre 2007, 1400 à manifester lors d'une journée « usine morte » en novembre). « Tout ce qu'on fait à chaque fois, c'est plus fort ! ». Et les ouvriers s'accordent. Ils calent leurs journées d'action sur l'agenda d'un groupe de travail en charge des perspectives d'avenir de Ford, regroupant les différents acteurs de la région. « On a décidé que leur calendrier deviendrait le nôtre. Une action à chaque réunion, tous les mois ». Revers de la médaille, des relations qui se tendent de plus en plus avec la direction. La force du mouvement attire

néanmoins l'attention du gouvernement. Bercy décide la création d'un comité de pilotage rassemblant élus de la région et membres du ministère. Mais la pression de la direction s'intensifie avec « une campagne de discrédit à l'égard de la CGT : plus de mouvements sociaux, ou la direction de Ford Europe fermera l'usine ». Février 2008, face au chantage, la réponse des ouvriers est sans appel : ils décident le blocage de l'usine. Un moment capital dans l'histoire du mouvement. Il crée des liens forts entre les ouvriers engagés, une solidarité inébranlable pour ceux qui partagent ces instants d'épreuve. « Commencé à une poignée pendant le week-end, le blocage extérieur de l'usine démarre le lundi matin tôt. Aucun camion de marchandises ne peut pénétrer dans l'usine ». Le début d'une formidable aventure humaine qui va durer dix jours. « C'était l'hiver, le soir, on faisait des feux de bois, on s'organisait pour manger, des délégations tractaient au péage pour expliquer notre mouvement. » Philippe Poutou a l'air d'un enfant lorsqu'il rappelle l'enthousiasme de ces moments. >>

De Bordeaux au Salon de l'automobile, les ouvriers de Blanquefort ont multiplié les actions. Photos D. R., archives CGT



>> Il est ému aussi. La médiatisation nationale renforce la mobilisation et permet aux plus incertains de tenir les rangs. Besancenot rend visite aux frondeurs, la direction de Ford Europe aussi. L'inter-syndicale vacille. « *Après une réunion avec la direction allemande de Ford, j'ai fait le discours de compte-rendu à notre manière, à la « manière CGT », en essayant de galvaniser les troupes face aux menaces de fermeture totale agitées par la direction* ». Et ça marche, le mouvement est reconduit avec un barrage filtrant. Il faut une attaque en justice pour faire céder les ouvriers. « *Beaucoup ont craqué, certains ont pleuré avec la peur que tout ce qu'on avait fait s'effondre définitivement. Humainement ce sont des expériences incroyables !* » Les suites du blocage seront beaucoup moins euphoriques. À la haine de la direction, s'ajoutent des garanties proposées (sous forme de primes) en cas de licenciement. C'est le début d'une scission dans l'intersyndicale : la CGT reste sur la défense des emplois, les autres syndicats acceptent les garanties. « *Une cassure aussi chez les ouvriers. Les collègues sont partagés. Certains, épuisés*

par le mouvement, veulent accepter les garanties proposées par la direction. Pour nous, il fallait voir plus loin, expliquer que notre stratégie s'inscrit à plus long terme : dans la défense des emplois. » Le mouvement est jeune, les consciences fraîchement éveillées sont plus fragiles et plus prompts à céder.

#### Une mobilisation inattendue, un avenir incertain

Le fossé semble s'être irrémédiablement creusé entre la direction et les ouvriers. L'avenir de l'usine et de ses 1 600 salariés reste quant à lui toujours incertain. First Aquitaine Industries a bien trouvé un repreneur : HZ Holding France SAS. Problème, personne ne sait qui c'est. Et personne n'a encore vu la couleur des 140 millions d'euros annoncés. En quatorze mois, aucun contrat n'a encore été signé. L'usine produit toujours pour Ford, mais de moins en moins. Le temps presse. « *Beaucoup de collègues pensent que c'est fichu, que la direction nous baise la gueule. Aujourd'hui, leur stratégie est plus fine parce qu'ils savent qu'on peut leur faire du mal. Ils sont moins cons, malheureusement.*

*C'est pour ça qu'on fait chier les élus qui se sont tous endormis avec la reprise de l'usine. Feltesse, Rousset, Lagarde, Juppé... Ils se dégonflent tous. Mais on ne lâchera pas.* »

Philippe Poutou est inquiet. Il sait que la force de la mobilisation des salariés de Ford dépendra du contexte social. « *Aujourd'hui, il n'y a plus de combat porteur. Il y a un an, au moins, on avait les Contis.* » La mobilisation à Blanquefort, certes partie de rien, reste fragile. Tout comme la conscience ouvrière des salariés, sans cesse remise en question. Les revendications sont moins suivies. « *Les collègues sont à bout. Beaucoup de choses sont vite oubliées.* » Les syndicats ne s'entendent plus. Résultat de cette fissure, la CGT rafle près de 50 % aux élections professionnelles du 11 mars dernier. Un soulagement pour celui que ses détracteurs appellent « le gourou ». « *On avait peur de baisser et que ça nous fragilise pour les combats à venir. Mais les ouvriers nous font confiance. On était tellement heureux ! La direction, la gueule qu'elle faisait ! Ça, c'était la cerise sur le gâteau.* » Mais pour combien de temps ?

# DANS LES COULOIRS DE LA BOURSE

La CGT a réintégré la bourse du travail après plusieurs années de travaux de rénovation du bâtiment. Matthieu Jarry

« *Lydie, tu te rappelles qui avait amené la structure gonflable pour le 1<sup>er</sup> mai l'an dernier ?* » À la CGT, on prépare déjà le traditionnel défilé de la fête du travail. Cette année, les responsables syndicaux n'auront pas long à parcourir pour rejoindre le point de départ, place de la République. Car depuis novembre 2009, les militants de Gironde ont progressivement réinvesti les locaux, cours Aristide-Briand, après plusieurs années d'exil à Bacalan. Le bureau de Lydie Delmas, responsable de la communication, porte encore les traces du déménagement récent : quelques cartons empilés dans un coin, des murs d'un blanc éclatant, encore vierges de toute décoration. Lydie Delmas insiste volontiers sur le caractère symbolique, la valeur affective de ce retour. Inaugurée le 1<sup>er</sup> mai 1938, deux ans après le Front populaire, « *la bourse* » a longtemps été la maison des syndicats. Mais au fil du temps, faute de travaux, le bâtiment s'est peu à peu délabré, jusqu'à devenir dangereux, pour ses usagers comme pour les passants. En 1996, la toiture s'effondrait, en partie sur le pavé.

Le quatrième étage avait dû être évacué. Aujourd'hui, il a été rénové et héberge, entre autres, l'Union syndicale de la métallurgie. Dans les couloirs, les murs et les carrelages reproduisent à l'identique le style art-déco des années 30. Derrière les portes : bureaux et salles de réunion. Et depuis les fenêtres : vue imprenable sur les toits bordelais. Le classement de la bourse du travail à l'inventaire des monuments historiques, il y a dix ans, a permis de mettre sur pied un projet de financement, mais n'a pas forcément accéléré les travaux. « *Il a fallu beaucoup d'études*, explique Lydie Delmas. *Le classement a imposé un cahier des charges assez lourd sur ce qu'il était possible de faire ou pas.* » La rénovation n'a donc

débuté qu'en 2007, financée notamment par la mairie et le Conseil régional. Ces partenaires auraient dû assister à l'inauguration des troisième et quatrième étages, initialement prévue le 2 mars et finalement annulée. Pour cause de désaccords entre les deux institutions autour de la date et du protocole. « *Il y a quinze ans, le bâtiment tombait en ruine... Mais la Région et la mairie se renvoyaient la balle pour savoir qui allait financer les travaux. Aujourd'hui, ils se disputent l'inauguration, ironise Lydie Delmas. Une chose est sûre : avec ou sans eux, on organisera quelque chose pour marquer le coup.* »

En attendant la cérémonie, la vie syndicale reprend ses droits. Au quatrième étage, ambiance studieuse : blocs-notes, stylos, brochures, ordinateurs portables. Cinq militants discutent formation syndicale dans une pièce où les rayons des bibliothèques n'ont pas encore fait le plein de livres. Au sol, quelques cartons traînent. Au troisième étage, réunion informelle dans les locaux de l'Union syndicale du commerce. Au-delà de l'aspect militant, l'ambition est aussi de refaire de l'endroit un lieu de vie ouvert sur son quartier. Comme le rappellent les projecteurs hors d'âge stockés au rez-de-chaussée, la bourse accueillait aussi des projections, des débats, des conférences, dans les grandes salles ornées de peintures allégoriques de Bordeaux, sa région, son tissu économique. « *Il y avait même des bals à l'époque* », ajoute Lydie Delmas. Pour cela, quelques aménagements seront encore nécessaires, comme débarrasser la grande salle Ambroise Croizat des préfabriqués qu'occupaient quelques sections syndicales.

« **La Région et la Mairie se renvoyaient la balle pour savoir qui allait financer les travaux. Aujourd'hui, ils se disputent l'inauguration** »



La salle Ambroise Croizat nécessite encore quelques aménagements. Photo M. J.

## UNE JOURNÉE AUX PRUD'HOMMES

De l'ouvrier au cadre, ils sont de plus en plus nombreux à solliciter les prud'hommes. Découverte de cette juridiction M. K. et J. M.

Mardi 17 mars. Il est 8 h 45, place de la République. Tribunal des prud'hommes. Dans la salle, le président comptabilise les dossiers. Entre les reports et les désistements, seuls trois d'entre eux seront traités ce matin. L'appel des parties touche à son terme, mais la séance ne démarre pas. La raison : un conseiller des employeurs, adepte de l'école buissonnière, n'est pas là. Un collègue résidant au quartier des Grands-Hommes le remplace au pied levé. « *C'est ça, avec les grands hommes, ils sont toujours au bon endroit* », ironise le président, pas peu fier de son trait d'humour. Il est 9 h 25, l'audience peut s'ouvrir. Danielle Irachabal se tient au second rang. Elle vient de perdre son poste de responsable commerciale chez Netco, une entreprise de maintenance mécanique. Elle fait partie de ces cadres que la crise n'épargne plus et qui ont désormais recours aux prud'hommes pour défendre leur pré-carré. L'année 2008 aura été marquée par une hausse de 3,2 % du nombre d'affaires portées devant cette instance, soit la plus forte progression de toutes les juridictions. Elle pourrait s'expliquer par la recrudescence du chômage au deuxième trimestre 2008. Serait-ce alors le reflet d'une « *justicialisation* » des conflits du travail ? « *Je n'ai jamais été autant sollicité pour ce type de dossiers* », confirme M<sup>e</sup> Alain Ottan, spécialiste en

droit du travail. Sur les 200 000 jugements enregistrés, les deux tiers traitaient de licenciements.

#### Une routine sur fond de crise

L'avocat de Netco justifie le licenciement de Mme Irachabal par « *un environnement économique catastrophique* », la défense plaide la rupture abusive de contrat. Les conflits sont souvent difficiles à régler : selon un rapport du ministère de la Justice, près de 60 % d'entre eux finissent en appel. Les quatre conseillers des salariés et des employeurs écoutent, stoïques. Depuis leur prise de fonction en décembre 2008, ils enchaînent ce type d'affaires. Une routine sur fond de crise. 75 % d'abstention lors des dernières élections prud'homales, c'en est trop pour le gouvernement qui envisage d'instaurer un autre mode de désignation. Les avocats terminent leurs plaidoiries, il n'y aura pas de questions supplémentaires. Mme Irachabal se retire sans un regard pour son ancien patron. Verdict le 12 mai. Il est 10 h 15, affaire suivante. Jean Mwamba s'avance. Cet ancien employé du BTP a lui aussi saisi le tribunal pour contester son licenciement. « *Cette histoire, c'est la porte ouverte à toutes les fenêtres !* », lâche spontanément l'avocat de l'entreprise. « *Sans vouloir faire de mauvais procès, je voudrais dire qu'il ne faut pas abuser de la situation* ». Pour lui, M. Mwamba a profité de la formation financée par son employeur pour monter sa petite affaire. Il aurait ensuite accumulé les retards et les avertissements pour se faire licencier et toucher des aides. « *Ce serait suicidaire s'il avait fomenté ça* », rétorque son avocate. Avec cinq enfants à charge, M. Mwamba a dû faire de l'intérim pour s'en sortir. Il est 11 h, les avocats saluent leurs clients avant de s'éclipser. Affaire suivante.



# OUVRIERS SUR LE PONT

Coffreurs, soudeurs, ouvriers qualifiés ou manœuvres, ils viennent de Bordeaux, Marseille, Albertville, du Portugal ou du Maroc. Et ils sont tous satisfaits. La paye est bonne, les patrons sont « corrects ». Et pour cause, presque tous les employés du chantier sont « en grand déplacement », et touchent des indemnités à la hauteur d'un second salaire. Des travailleurs mobiles et bien rémunérés, c'est la condition des ouvriers qui ont fait le choix de sacrifier leur vie personnelle. Jean-Baptiste Mercey, chef de chantier et originaire de Nice, dirige une équipe de Marseillais : « Sur les douze gars qui travaillent avec moi, dix sont de Marseille, les deux autres de Bordeaux. Certains me suivent depuis trois ans. » Il dirige essentiellement des jeunes, « moyenne d'âge 28 ans. Ils sont logés au Bouscat, à trois par appartement ». Il faut avoir la niaque, et pas de famille, pour passer plus d'un an à plusieurs centaines de kilomètres de son domicile. « On a seulement un gars qui est venu avec sa femme, les autres rentrent toutes les trois semaines, ça fait partie du contrat. Mais ça nécessite de mettre sa vie entre parenthèses. »

La société Vinci conduit le chantier du pont levant et recrute au sein de ses filiales, à Marseille et à Bordeaux. Ainsi, les mobiles ne sont pas ouvriers indépendants, mais salariés de l'entreprise qui dirige les travaux. A priori, au-delà de l'attrait de l'indemnité de déplacement, l'intérêt de la mobilité pour l'ouvrier est de pouvoir travailler à l'année. « Il y a en ce moment des chantiers à Marseille, mais ils sont tous sur la fin. »

Jean-Baptiste pense avoir fait le tour de sa condition de travailleur itinérant. « Je parcours la France depuis que j'ai commencé à bosser. En bougeant, je cherchais des chantiers prestigieux, à me forger une expérience. Aujourd'hui, je veux me stabiliser, faire construire. J'aimerais pouvoir rentrer tous les week-ends, voir mes amis, et fonder une famille. Et puis, cette histoire d'indemnités, quand on calcule, c'est vicieux. » Travailler loin pour gagner plus, oui mais. La compensation financière du déplacement disparaît notamment dans les frais de logement, ici et dans leur ville d'origine. « Parfois on est en grand déplacement à la limite de notre périmètre, là c'est intéressant. » Les ouvriers alors sont suffisamment loin pour toucher des indemnités, et assez près pour mener une vie régulière, chez eux.

Certains resteront construire les pylônes du pont à partir de janvier 2011, et finir de monter la structure à Bacalan, d'autres partiront à Marseille à la fin du chantier de Bassens.

**« Presque tous les ouvriers du chantier sont en grand déplacement »**

Dans la zone portuaire, les dockers ne sont pas seuls à l'œuvre. Dans la forme de radoub, quarante ouvriers construisent le pont levant Bacalan-Bastide.

Olivia Dehez et Raphaël Louvrado. Photos O. D.



**FLORENT MASSOULE, CHEF D'ÉQUIPE RAIDISSEUR**  
« Pour entrer dans le métier, j'ai fait des études : après mon bac STI génie mécanique, j'ai fait un DUT génie civil. J'ai commencé comme assistant chef de chantier à Paris. Puis j'ai voulu fonder une famille, alors j'ai quitté la région parisienne. Ici, les chantiers sont concentrés dans la Cub, donc je ne touche pas d'indemnités de grand déplacement. Mais je peux rentrer chez moi tous les soirs, c'est un choix. Certains cherchent plutôt à faire des chantiers loin, pour gagner plus, moi je suis plutôt famille. Et puis je ne considère pas être mal payé, aux alentours de 2 000 euros. »

**JOSÉ DOMINGOS PEREIRA, COFFREUR**

« Je suis arrivé en France à quatre ans avec mes parents. Mon père est maçon et ma mère fait des ménages. J'ai arrêté très tôt les études, à treize ans, c'était pas mon truc. Je suis retourné au Portugal où on me proposait un boulot d'électricien. Je suis rentré en France à vingt ans, mais ça a été une période sans boulot, ou alors ça ne payait pas assez. Alors je suis reparti au pays, et là c'était la misère, les salaires sont vachement bas au Portugal, on ne peut même pas s'acheter une voiture. Aujourd'hui je suis heureux. J'ai rencontré ma copine il y a un an, elle m'a suivi jusqu'ici. On loue à St Jean d'Ilac, un logement meublé que j'ai trouvé, à trente bornes du chantier. Ma copine poursuit ses études de psychologie sur Internet. Le salaire est bon, ça ne m'a jamais déplu comme travail, les patrons sont corrects. J'ai demandé à travailler dans le sud pour me rapprocher du Portugal, et surtout, les indemnités de déplacement, c'est intéressant financièrement. Je touche 4 000 euros c'est vrai, mais l'inconvénient c'est que je dois payer mon loyer à Albertville. Les indemnités dépendent du nombre de kilomètres au-delà du périmètre, pour moi c'est intéressant. De toute façon à Albertville, je n'ai pas de boulot à l'année. Alors je vais essayer de me poser définitivement dans le sud, acheter un terrain, ou un appartement. Le climat est mieux, pour le bébé, et pour nous. Mais ça dépend aussi des études de ma copine. Ce qui est sûr, c'est que je reste encore trois ans, je vais finir le chantier. Il est impressionnant, prestigieux, c'est une fierté d'y travailler. »



**ALBERTO ALVES, CHEF DE CHANTIER**

« Je suis né au Portugal et j'ai arrêté ma scolarité à l'école primaire portugaise. Mais mes enfants, eux ils font des études : mon fils a un doctorat en gestion de banque et assurance, et ma fille a un diplôme d'ingénieur en mathématiques et informatique. C'est avec mon salaire que j'ai pu les payer. Je suis venu en France en 1970 pour trouver du boulot, et puis surtout parce qu'il y avait la guerre avec le Mozambique et l'Angola. Je suis allé à Paris, là j'ai commencé comme coffreur. Ensuite je suis allé faire des chantiers à l'étranger. Parce qu'on me l'a proposé, et parce que ça paye. Et puis on fait des pays magnifiques. L'Irak, entre 1978 et 1984, l'Algérie, le Burkina Faso, le Koweït, la Turquie, Kourou en Guyane... Quand tu pars, tout est pris en charge, toi tu as juste à faire ton boulot là-bas. Ils n'envoient que l'encadrement : les ouvriers, ils les font venir des Philippines, de Thaïlande, d'Égypte, du Pakistan... Un avion plein, à chaque fois. Tu prends les gens et à la fin, tu les renvoies dans leur pays. Parce qu'un ouvrier ici, ça coûte 35 euros de l'heure, avec les charges. Et on est bien équipés, même les habits, c'est du Timberland. Au fur et à mesure je suis devenu chef d'équipe, chef de chantier, et ainsi de suite. Maintenant je suis maître compagnon principal, c'est l'équivalent d'un conducteur de travaux, sauf que je n'ai fait que du terrain. Je ne parle aucune langue de bien, mais j'arrive à me faire comprendre en portugais, arabe, anglais, français, italien, espagnol... Si j'avais fait des études, c'est ce que j'aurais fait, des langues. Mais je ne regrette pas, pas du tout, parce que j'aime ce boulot. Moi je crèverai, mais les ouvrages resteront là. »



# AU TEMPS DE LA SOCIALE

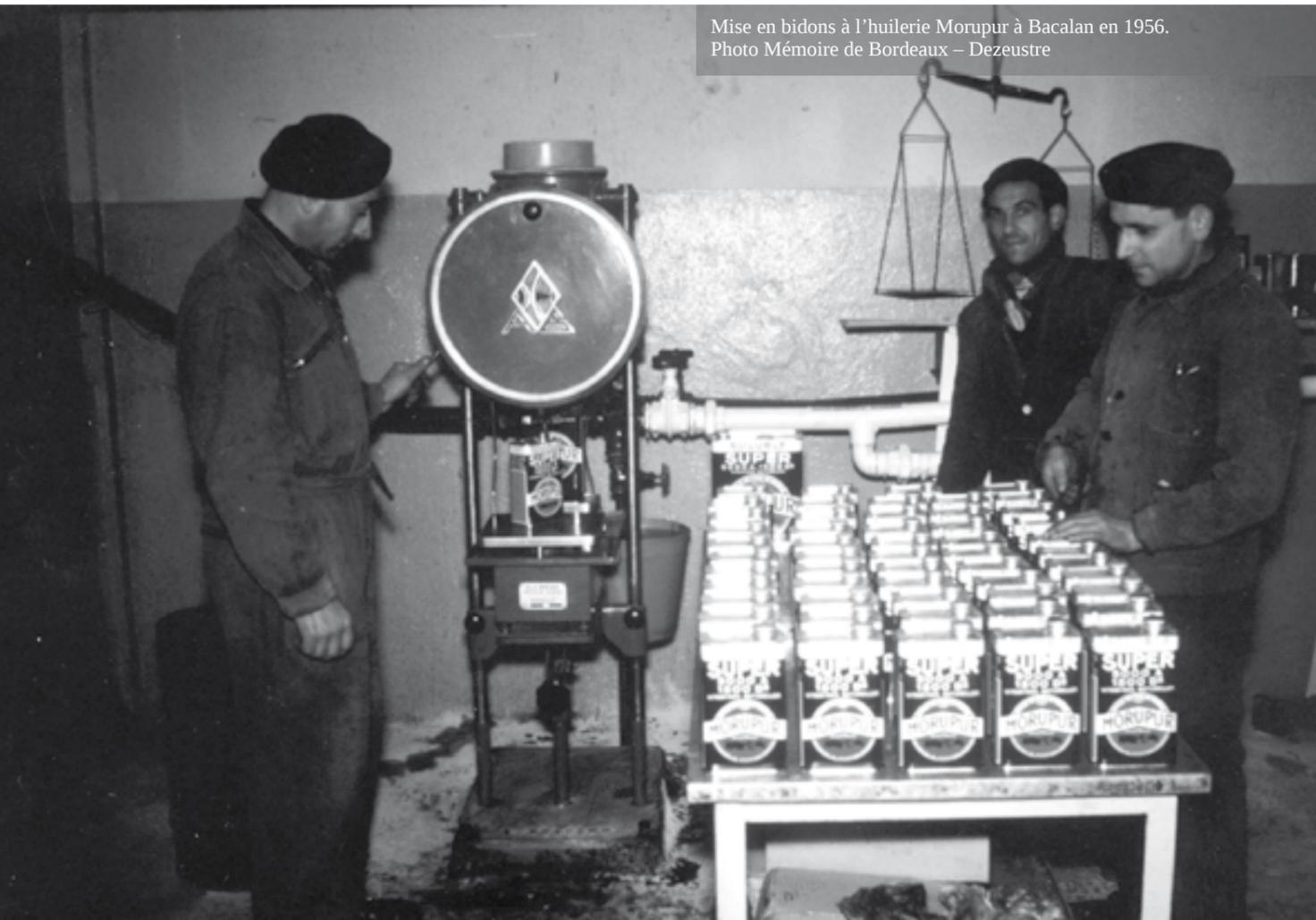
Loin des clichés à propos de la métropole bordelaise, l'association « Mémoire de Bordeaux » collecte tout ce qui touche au patrimoine de la Cub. Grâce à ses archives, *Imprimatur* a pu remonter le temps et propose une série de clichés du Bordeaux ouvrier.

Pierre Breteau



Atelier des usines aéronautiques de Marçay en 1918. Les ouvriers posent devant le fleuron de l'aviation française : le chasseur Spad. Photo Mémoire de Bordeaux – Panajou

Mise en bidons à l'huilerie Morupur à Bacalan en 1956. Photo Mémoire de Bordeaux – Dezeustre

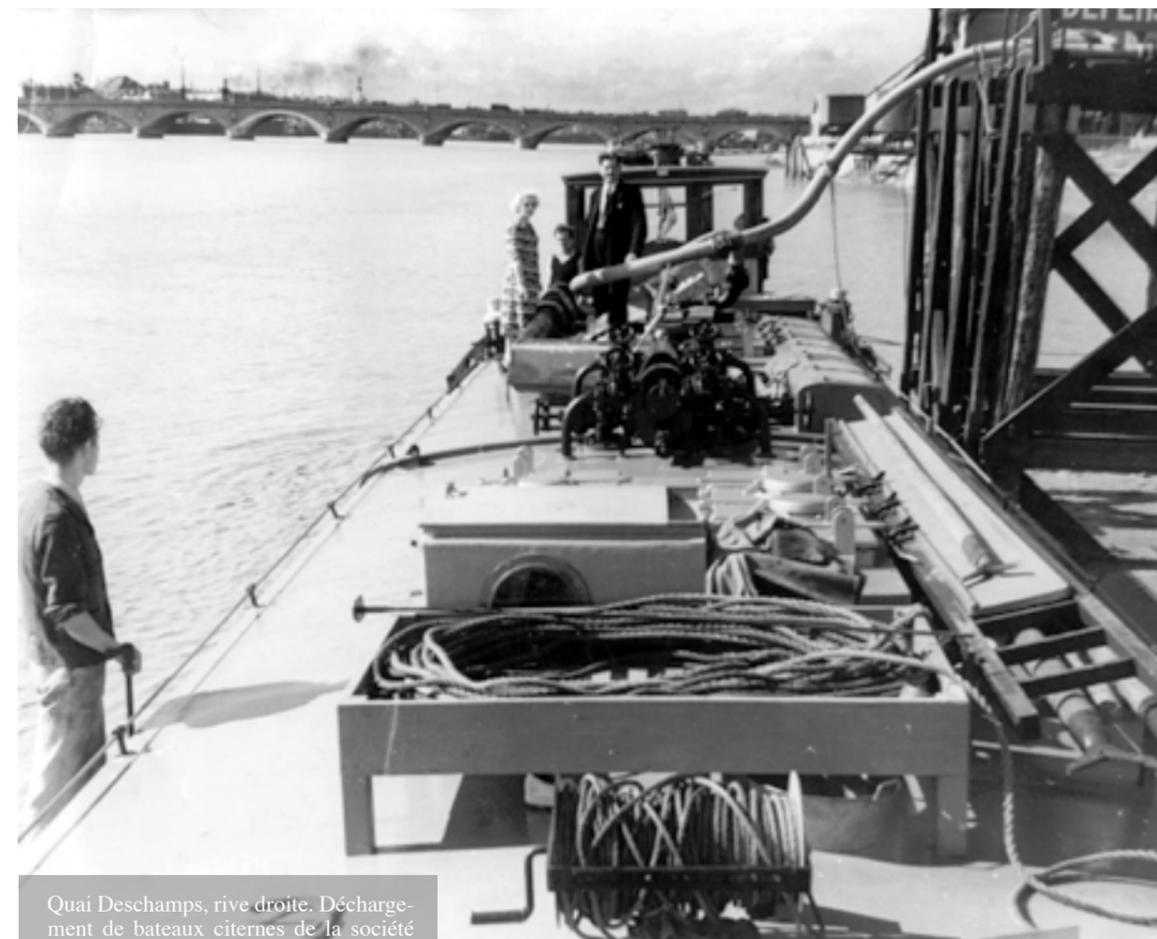


Les entrepôts de la société Mondial-Oil en 1950. Photo Mémoire de Bordeaux





L'usine de « La grande huilerie bordelaise », en 1908. Les bâtiments étaient situés quai de Lormont et n'existent plus aujourd'hui. Le propriétaire de la société, Fernand Philippart, fut élu maire de Bordeaux en 1919. Photo Mémoire de Bordeaux – Terpereau



Quai Deschamps, rive droite. Déchargement de bateaux citernes de la société Mondial-Oil dans les années 1950. Photos Mémoire de Bordeaux



Le quai des Queyries en 1915, pendant les travaux du tramway. Photo Mémoire de Bordeaux



# PLONGÉE AU CŒUR D'UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS

Chloé Rondeleux et  
Simgenur Gudeberk.  
Photos S. G.

## FLORIN, LE DÉBROUILLARD



« Depuis tout petit, j'ai été obligé de me débrouiller tout seul, j'ai arrêté l'école pour travailler », raconte Florin. Ce jeune a toujours fait cavalier seul. En France depuis deux ans, il fait de même. Il a appris le français tout seul, il a trouvé son appartement tout seul. La seule impasse, c'est le manque d'un titre de séjour. Le seul moyen d'en avoir un, c'est la promesse d'embauche en CDI. Autant dire qu'il n'a pas beaucoup d'espoir. Mais, à vingt-cinq ans, il reste serein.

### Le travail

« Quand vous n'avez pas les papiers, trouver du travail est très difficile », insiste-t-il. Mais Florin se débrouille. Il a deux boulots. Le premier, il l'a trouvé grâce à sa mère. C'est un travail légal, payé en chèque-emploi-service. Il s'occupe du nettoyage, des travaux de réparation et de l'entretien de la maison. « Être un homme qui travaille dans le ménage est mal vu », confie-t-il. Malgré ces préjugés tenaces, il travaille douze heures par mois et gagne 120 euros. En dehors de ça, il est charpentier. C'est son deuxième métier. Mais celui-ci est illégal. Il fait équipe avec un autre Roumain rencontré à l'église orthodoxe. Il est payé au noir huit euros de l'heure. Et c'est grâce à tout ça qu'il réussit à payer son loyer de 462 euros.

### Le logement

Son logement, il l'a trouvé tout seul grâce aux annonces du Cija (un centre d'information pour les jeunes). C'est comme ça qu'il a atterri au foyer Rosa Parks. C'est un grand bâtiment flambant neuf, caché dans la rue des Etuves située proche du musée d'Aquitaine. Il évoque son premier jour dans les lieux avec un sourire aux lèvres : « J'étais heureux car j'avais un studio, j'avais attendu si longtemps. » Petit à petit, il a découvert la vie de la résidence. Il a profité des invitations des animateurs pour aller voir quelques spectacles au Grand Théâtre. Il a fabriqué une serre pour le potager du foyer. Ce petit abri de verre restera un souvenir de son passage ici.

« Être un homme qui travaille dans le ménage est souvent mal vu »

## CHARLÈNE, LA BATTANTE

À première vue, Charlène donne plutôt l'impression d'être une fille fragile. Un peu à l'étroit dans son survêt', pas très à l'aise dans ses baskets. Mais elle en veut ! A vingt-sept ans, la jeune électricienne a déjà mené de nombreux combats.

### La justice

Depuis deux ans, cette petite brune aux airs timides se bat aux prud'hommes contre son premier employeur. Un artisan électricien peu scrupuleux a abusé de son statut d'apprenti. « À cause de lui, j'ai fait une dépression. Aujourd'hui, il est en liquidation judiciaire, à la suite du procès que j'ai intenté. » Malgré cette expérience malheureuse, elle continue son CAP préparation et réalisation d'ouvrages électriques au lycée Gustave Eiffel à Bordeaux. « J'ai découvert l'électricité au cours d'un stage organisé par la mission locale d'Arcahon. J'ai tout de suite aimé le métier. Il n'était pas question que j'abandonne à cause d'un patron avec qui ça s'était mal passé ». Alors, elle s'accroche, postule chez EADS-Astrium à Saint-Médard-en-Jalles et obtient une place en apprentissage au poste de câbleuse.

### La femme

Son look garçon manqué, avec ses cheveux courts et ses habits de sport, ne l'a pas aidée à être mieux acceptée dans la profession. « Le fait d'être une fille m'a obligée à montrer que j'étais très motivée pour travailler dans le bâtiment. Et puis, les employeurs vont prendre davantage un jeune de seize ans que de vingt ans. » À l'école aussi elle lutte pour se faire accepter. « J'avais vingt-cinq ans à l'époque alors que tous les autres avaient entre seize et vingt ans. Ils n'étaient pas du tout matures. C'était assez lourd à supporter ». Les femmes sont pourtant bien présentes dans le milieu. Chez EADS où elle travaillait en tant que câbleuse, plus de la moitié des employés de son atelier étaient des femmes. « Elles sont plus minutieuses et ont les doigts plus fins », explique-t-elle.

« Pour moi, l'électricité, c'est un métier noble »

## FRANÇOIS, LE PASSIONNÉ

Avez-vous déjà pensé à parcourir 8 000 kilomètres pour trouver un travail ? François, étudiant en deuxième année de CAP ferronnerie, lui l'a fait. « Un jour, j'ai pris ma voiture et j'ai passé une semaine à parcourir la côte ouest. J'ai fait toutes les boîtes de la Bretagne à l'Aquitaine », raconte ce jeune homme de vingt-cinq ans. Pendant son périple, François a fait la connaissance d'un patron qui lui a conseillé d'aller voir un collègue de sa part à Bordeaux. C'est là qu'il est apprenti maintenant.

### La formation

François a un parcours scolaire riche et varié. Il est d'abord passé par l'ébénisterie qui, selon lui, a un lien indirect avec le travail de ferronnerie. Les normes et les règles se ressemblent mais celles de la ferronnerie sont plus strictes. Aujourd'hui, il suit un CAP en ferronnerie. Cette fois-ci, il s'est trouvé. « Le



### Le foyer

Arrivée sur place en septembre 2008, Charlène a mis du temps pour s'intégrer parmi les 95 locataires du lieu. Elle a dû se battre contre sa timidité. « Il m'a fallu six mois pour connaître mes voisins. Au début, j'étais seule et je ne parlais qu'avec les animatrices. » Maintenant, ça y est, elle a fait son trou. Elle connaît bien la maison. Depuis qu'elle est au chômage, elle participe davantage aux activités. « Je tiens l'épicerie et j'aide à la banque alimentaire. Avec l'arrivée du printemps, je vais aussi donner un coup de main au potager ». En échange du temps qu'elle consacre à la collectivité, elle gagnera des Rosas, la monnaie d'échange du foyer. « Avec 30 rosas, par exemple, je pourrai m'acheter l'équivalent de deux repas à l'épicerie », explique-t-elle. En ce moment, elle cherche un appartement. La durée autorisée des deux ans touche bientôt à sa fin et il faut songer à partir. Elle le sait, ce ne sera pas facile. Mais elle a l'habitude, c'est une battante !

fer est un métier créatif. Mais il est surtout utilisé pour ses qualités sécuritaires », explique-t-il avec une voix grave.

### Le foyer

François est l'un des plus anciens habitants du foyer Rosa Parks. Il vit dans « cette petite famille » depuis deux ans, avec une rupture de deux mois et demi qu'il a passés en colocation. Il profite des services de la résidence. Il fait ses courses à l'épicerie du foyer. Il participe aux soirées organisées dans le jardin en été et aux conseils des résidents en hiver. Il donne l'impression d'un jeune garçon très sociable et amical. « Je garde contact avec les anciens résidents sur Internet. Les nouveaux, ils passent chez moi pour prendre un café. Je ne sors jamais avec les mêmes copains ». Mais une chose est sûre, dans ses relations, comme dans son travail, François est un passionné.

# CORINNE SIMON INTÉRIM-MÈRE



Missions accomplies

## ACTIVITÉ: CONTRÔLE VISUEL

**Entreprise :** sous-traitant automobile

**Mission :** vérifier que les pièces de voiture sont conformes au prototype. S'assurer qu'elles n'ont pas subi de chocs pendant le moulage

**Bilan de satisfaction :** « C'est très fatigant. On manie de grosses pièces de métal chaud avec une pince très lourde. C'était un travail de nuit, j'ai mis quinze jours à m'adapter »

**Salaire :** SMIC +10 %

## ACTIVITÉ: EMBOUEILLAGE

**Entreprise :** viticole

**Mission :** « attraper » les bouteilles et les mettre en cartons

**Bilan de satisfaction :** « C'est très physique, la cadence est vraiment rapide, on n'a pas le temps de dire "ouf" »

**Salaire :** SMIC +10 %

Ci-dessus : à la Maison Johannes Boubée. Corinne est en mission « embouteillage ». Photo Julie Beckrich

## ACTIVITÉ: FILMAGE

**Entreprise :** viticole

**Mission :** mettre un film de protection autour des cartons de bouteilles

**Bilan de satisfaction :** « Ce travail se fait soit manuellement soit à l'aide d'une machine. Quand on le fait manuellement, on finit par avoir la tête qui tourne »

**Salaire :** SMIC +10 %

## ACTIVITÉ: CONDITIONNEMENT

**Entreprise :** viticole

**Mission :** mettre les bouteilles dans des coffrets ou des paniers en osier pour les fêtes de fin d'année

**Bilan de satisfaction :** « C'est ce que je fais d'octobre à décembre. C'est moins physique, beaucoup de femmes sont embauchées pour cette mission. Il y a un peu de créativité, c'est ce qui me plaît »

**Salaire :** SMIC +10 %

Depuis 2005, Corinne enchaîne les missions pour la boîte d'intérim Adia. Elle mène de front vie de famille et statut d'intérimaire. Sans sourciller. Julie Beckrich et Gaëlle Epinat

Il est dix heures, Corinne arrive à la Maison Johannes Boubée, l'entreprise qui l'embauche pour une mission d'intérim. Toute cette semaine, elle trie les bouteilles de vin que Carrefour a sélectionnées pour la vente. Prendre les bouteilles une par une, en lire la référence à voix haute, vérifier dans l'ordinateur qu'elles ont été sélectionnées, puis les installer dans différents cageots. Corinne exécute ces différentes tâches avec deux autres intérimaires. Voilà trois ans qu'elle effectue

régulièrement des missions pour Johannes Boubée. Pourtant, pas de CDD ou de CDI possibles, l'entreprise ne propose que des contrats saisonniers. Mais peu importe, « tant qu'il y a du boulot, je prends ».

Des boulots, elle en a accepté plus d'un ! Étiquetage, conditionnement, mise en caisse, filmage, palettisation, ébavurage, chargement de camion... elle ne recule devant rien et accepte de se former pour élargir sa palette de compétences. Récemment, elle a passé son Caces, un permis pour manier les chariots élévateurs. Grâce à ça, elle gagne du temps et n'a plus à soulever des charges lourdes à la main.

### Gérer le quotidien

La routine n'existe pas pour un intérimaire. Difficile de se projeter dans le temps quand on doit accepter des missions pour le lendemain. Avec un garçon de cinq ans et un mari qui travaille de nuit, l'organisation du quotidien de Corinne devient compliquée. Quand elle commence de bonne heure, c'est son mari, à peine rentré du travail, qui emmène Alex à l'école. Une voisine est aussi là pour rendre service. Pour

préserver sa vie de famille, Corinne a dû refuser plusieurs missions dont les horaires étaient incompatibles avec une vie privée. Mais le marché du travail – qui stagne depuis 2008 – lui impose parfois de faire des concessions.

Quand on lui demande son avis sur cette situation, Corinne semble satisfaite. Le salaire y est pour quelque chose : l'intérim, considéré comme du travail précaire, est gratifié d'une prime de 10 %. La peur de l'ennui aussi, « je ne me vois pas accepter un poste fixe pour le moment, j'ai besoin de bouger ». Aujourd'hui, ça fait cinq ans qu'elle enchaîne les missions pour Adia. Et compte bien continuer. Aussi longtemps que sa condition physique le lui permettra.

« Je ne me vois pas accepter un poste fixe pour le moment, j'ai besoin de bouger »

# OUVRIER, ÇA L'FAIT'!

« Ouvrier » : aussitôt prononcé, aussitôt préjugé. Charlie Chaplin et autres bleus de travail crasseux surgissent de notre banque d'images interne. Halte aux idées reçues péjoratives et souvent obsolètes ! Car les métiers manuels ont de bonnes raisons de plaire. Maéva Louis et Sébastien Jaime >>



### >> CES OUTSIDERS QUI OPTENT POUR DES FORMATIONS MANUELLES

Trop de stress, une vie de famille en souffrance, des perspectives d'évolution inexistantes, les raisons de leur reconversion professionnelle sont souvent les mêmes. Ces diplômés ont choisi leur nouveau métier parce qu'ils aiment travailler avec leurs mains, mais pas seulement. Ils ont aussi l'assurance d'un boulot concret avec de vrais débouchés. Les possibilités d'évolution professionnelle sont variées : de simple employé à chef d'équipe, de l'artisanat à la création d'entreprise. Ces profils d'un nouveau genre ne sont pas si atypiques. Rencontre avec quelques stagiaires à l'Afpa (Agence nationale de formation professionnelle pour adultes) de Bordeaux.

**André, 31 ans, ancien ingénieur en agronomie (Bac+5)**

**Stagiaire en électricité**

« Je suis devenu ingénieur pour reprendre l'entreprise familiale. Malheureusement, elle a connu de graves difficultés et mon projet est tombé à l'eau. J'ai pu obtenir un poste d'ingénieur avec un salaire très intéressant. Mais je me suis

vite lassé des déplacements en France et à l'étranger. Ce rythme de vie décousu ne me convient pas. Du coup, j'ai choisi de privilégier ma vie de famille et d'opter pour une reconversion professionnelle. J'aime la dimension manuelle de ce métier. Ici, mon niveau d'études est un avantage. J'ai un réflexe de qualité, une exigence industrielle. Et puis, comme il y a des choses que je comprends vite, je vais aider les autres. Désormais, mon nouvel objectif est de créer mon entreprise et de compléter mon cursus par une formation en plomberie. »

**Karine, 36 ans, ancienne auxiliaire de vie Stagiaire en montage de structures d'aéronef**

« J'ai dû changer de métier à cause d'un accident. J'ai découvert l'aéronautique grâce à une mission d'intérim. Ça m'a donné le goût de continuer, de me former. Aujourd'hui, c'est ma passion. Quand je prends une pièce d'avion, je pense aux gens qui vont monter dedans et je me dis que je n'ai pas le droit à l'erreur. »

**Laurent, 35 ans, ancien cadre commercial (Bac +2) Stagiaire en installation thermique et sanitaire**

« J'étais cadre commercial dans les produits médicaux et pharmaceutiques. Ce boulot est usant et fait la part belle aux jeunes. A 35-40 ans, c'est fini. J'en avais assez. Quand j'ai senti le vent tourner dans mon entreprise, j'ai pas attendu d'être licencié pour partir. Mais l'idée de changer de métier avait déjà germé dans mon esprit depuis un bout de temps. Dans tous les cas, je l'aurais fait, c'est sûr. J'ai trouvé une petite entreprise de plomberie à reprendre. Le patron part bientôt à la retraite. Je ne m'inquiète pas, il y a du boulot et de nombreux débouchés. »

**Frédéric, 33 ans, ancien manager chez Quiksilver (Bac +2)**

**Stagiaire en installation thermique et sanitaire**

« Après quinze ans de management, je n'avais plus de perspective d'évolution. Le rythme de travail n'était plus supportable. Pour moi, la qualité de vie prime sur le salaire. J'envisage de bosser d'abord dans une grosse boîte pour me faire la main puis de créer mon entreprise. Je sais qu'au début, je vais gagner deux fois moins qu'avant, mais après deux ans d'expérience, je pense que je gagnerai plus. »

**Sedrick, 32 ans, handballeur dans l'équipe des Girondins de Bordeaux Stagiaire en électricité**

« Je suis en fin de carrière et je prépare ma reconversion. Le travail manuel sur un chantier me plaît, on bouge beaucoup. Mon père travaillait déjà dans l'électricité. »

**« À l'école, on devrait très vite sensibiliser les enfants à toucher, caresser du bois, de la pierre, manier des outils. »**

**Jean-Michel, 46 ans, stagiaire technicien aérostructures**



### >> COUP DE PEINTURE (VERTE) DANS LE BÂTIMENT

**Le développement durable, l'éco-habitat, les matériaux naturels... Tout ça, c'est dans l'air du temps.** Le dernier Grenelle de l'environnement a fixé des objectifs en matière d'économie d'énergie des bâtiments. Les demandes de constructions écologiques affluent. Du coup, les formations s'adaptent. A l'Afpa de Bordeaux-Caudéran, par exemple, on forme toujours des plombiers, des charpentiers, des maçons, des plaquistes... Mais depuis un an et demi, toutes les formations sont en remaniement. Ou devrait-on dire : en reverdissement. On y intègre des éco-modules, on réécrit les cours, on pense « local » et protection de l'environnement. Ce sont par exemple ces séances supplémentaires en charpenterie, consacrées à la construction de maisons en ossature bois ; un bois qui vient d'ici, des Landes, pour polluer moins. Côté matériaux, les stagiaires se familiarisent avec des nouveautés : la laine de chanvre, le bâti-plume, le papier recyclé, les restes de bois travaillés... Au final, nature, confort et santé y trouvent leur compte. L'Afpa dispense des formations spécifiques pour les artisans « traditionnels », déjà sur le marché. A la clé : le label éco-artisan, à la mode depuis peu et sans doute pour un moment. Bien sûr, il existe des formations destinées aux débutants.

Cette tendance à tout éco-traffic crée des passerelles entre différents métiers. Par exemple, poser des panneaux d'électricité photovoltaïque, c'est d'abord un travail de couvreur. Or, l'Afpa propose d'apprendre aux couvreurs intéressés les bases de l'électricité, les normes. A la sortie, on obtient un couvreur poseur de panneaux photovoltaïques, prêt à répondre à la demande croissante.

Proche de la retraite, François, formateur en installation thermique et sanitaire (pour les néophytes : plomberie) est plutôt enthousiaste mais peu surpris par cette tendance au « verdissement » : « Dans les années 80-90, on a fait du développement durable, on a mis en place des installations solaires. Mais elles n'ont pas été entretenues, donc on est revenu à des installations classiques. » Selon lui, « tout ce qu'on fait maintenant, on devrait l'équiper en solaire. » Le problème, c'est le coût financier que ces innovations représentent pour les particuliers. « Si on donne les moyens aux gens, il y aura plus de demandes, et encore plus de formations. »

Il n'empêche... L'obligation pour les métiers du bâtiment de s'adapter toujours plus vite aux nouvelles techniques et aux dernières tendances les a sûrement sauvés de beaucoup de crises. On aura toujours besoin d'habiter quelque part.

# « JE SUIS DEVENU UN HOMME LE JOUR OÙ J'AI FAIT CHABROT »



Guy Suire est un amoureux éternel du bordeluche, le parler bordelais des classes populaires. Il raconte : « Jusqu'en 1453, on parlait gascon à Bordeaux ! Et puis les clercs ont voulu tout changer ». Le bordeluche, c'est donc la langue du triangle « Garonne-Gironde, Pyrénées, océan Atlantique ». À partir du XV<sup>e</sup> siècle, le français s'impose dans les cercles officiels. Le gascon, lui, devient la langue du peuple. « Après la Révolution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen doit

être traduite en gascon pour que les gens comprennent ce que ça raconte », précise Guy Suire. Jusqu'aux années 70, le « patois » gascon a survécu. Il est devenu la langue des ouvriers, la langue populaire réservée aux franges les plus modestes de la population. Moins usité ces dernières années, il fait cependant toujours partie de la culture d'ici, sans qu'on s'en rende forcément compte. Les mots qui survivent sont surtout liés aux activités de la région. Le bordeluche n'a plus la cote auprès des Bordelais. Il est devenu avant tout le langage de la viticulture et de la gastronomie. « Il est parti à la dérive, j'en suis sa barque heureuse », résume Guy Suire. Cet oubli progressif des expressions favorites de nos grand-parents, ça, ça daille ! Leïla-Mathilde Méchaouri et Maud Rieu. Photo Annabelle Georgen

## LE BORDELUCHE dans le texte

### POUR COMMENCER, QUELQUES INDISPENSABLES

**LA GUEILLE** : le chiffon. On passe « la gueille à gringonner » (la serpillière) ou on passe « le gringon ». « Le gueillous » était à la fois celui qui portait des gueilles et le croque-mitaine.

**LES LIGOTS** : bûchettes de bois pour faire prendre le feu. Au figuré, les jambes.

**LE PÈLE-GIGOT** : percepteur et par extension, fonctionnaire étranger à la ville. Symboliquement, les douaniers

prélevaient une tranche de gigot dans le cadre d'une taxe.

**LA RECARDEYRE OU POISSARDE** : Originellement, la revendeuse. La recardeyre est aussi une madame-sans-gêne.

**LA BECHIGUE** : le ballon de rugby.

**LES BERLES** : billes en argile. A Bordeaux, les enfants jouent aux berles et ce sont leurs couleurs qui les distinguent.

**LE BOURRIER** : détritrus, déchet. On appelait aussi « bourrier » le camion qui ramassait les ordures. C'est aussi devenu une insulte semblable à « salaud ».

« ELLE, ELLE A LA VERVE D'UNE POISSARDE »

« EN GASCOGNE, ON NE JOUE PAS AU RUGBY. ON TAQUINE LA BECHIGUE »

**FAIRE CHAPELLE** : lorsque les dames remontaient leur jupes et présentaient leur dos à la cheminée pour se réchauffer, elle faisaient chapelle.

**LE DRÔLE/ LA DRÔLESSE** : le garçon/ la fille. On peut dire aussi « le gonze/la gonzesse ».

### À TABLE !

**LE BOUILLI** : le morceau de viande qu'on met dans le bouillon mais aussi le pot-au-feu en lui même.

**LE CANELÉ** : petite pâtisserie typiquement bordelaise. A l'époque, les femmes récupéraient les restes de farine sur le sol pour en faire des canelés et les revendre.

**CHABROT** : reste de soupe qu'on boit à même l'assiette après y avoir ajouté du vin rouge. On dit : « faire chabrot ».

**LA CRÉPINE DE PORC** : traditionnellement, on la déguste à Noël avec les huîtres.

« NOUS, LES DEMOISELLES, EN GASCOGNE, ON LES MANGE ! »

**LA CALOTE** : l'assiette creuse.

**LES DEMOISELLES** : restes de viande sur les côtes du canard après avoir ôté les magrets.

**LES TRICANDILLES** : plat typiquement bordelais. C'est l'intestin grêle du porc que l'on dégraisse et que l'on poche dans un bouillon pour le faire cuire ensuite sur les sarments (bois de la vigne).

### ENTRE LES CEPS

**LE CARRASSON** : tuteur ou piquet de vigne. Les vignes sont donc carrassonnées.

**LA RÈGE** : espace compris entre deux rangs de vignes.

**TRIGASSER LES GINDOTS AVEC UN BOUT DE VIME** : frapper les jambes avec un bâton. Le vime, c'est l'osier utilisé pour attacher la vigne.

#### BIBLIOGRAPHIE

SUIRE Guy, *Le Grand Fagnas, petit précis du parler girondin*, Éditions Mollat, Bordeaux, 2000.  
SUIRE Guy, *La Cuisine des fonds de terroirs, petite histoire des mets populaires du Sud-Ouest*, Éditions Mollat, Bordeaux, 2009.

# MANUFACTURE DE CHAUSSURES FABRIQUE DE CULTURE

À Bègles, certains ignorent encore que depuis 1998 un théâtre a remplacé la manufacture de chaussures qui a fermé ses portes voilà quatre décennies. Les ouvriers sont partis, les machines ont suivi, la production a cessé, mais tout n'a pas changé, bien au contraire. Deux histoires s'entremêlent. Visite guidée. Angélique Le Bouter et Ève Majounie  
Photos A. L. B.

Des chaises de couturière recyclées dans le bar du théâtre



Les cartes de pointage ont disparu, le tableau est resté



Franchir le portail noir du TNT (Tout nouveau théâtre), boulevard Albert 1<sup>er</sup>, c'est comme pénétrer dans la cour d'une vieille usine abandonnée. Un théâtre, vraiment ? Bon, d'accord, mais c'est bien parce que c'est écrit à l'entrée.

De chaque côté, deux longs bâtiments couverts de tuiles ni vraiment rouges, ni vraiment brunes. À droite, les cabanons où logeaient les ouvriers de nuit. Volets et portes closes, ils ont été reconvertis en débarras. De l'autre côté de la cour, des murs foncés et des barreaux aux fenêtres : c'est l'ancienne usine, le nouveau théâtre.

L'entrée du public, un portail rouge au rez-de-chaussée, reste fermée les jours creux. Il faut donc emprunter les escaliers en direction des bureaux, au premier étage, pour pénétrer dans l'antre de l'ancienne manufacture. L'un des carreaux de la porte est brisé, comme pour confirmer ce sentiment de laisser-aller.

À l'intérieur, à première vue, peu de choses ont bougé. L'enduit au plafond a disparu à certains endroits, laissant les lames de bois apparentes. Les interrupteurs et les prises électriques sortent d'une autre époque. Les portes et leurs poignées portent aussi les marques du temps.

## Un espace modulable

Pas facile de se dire que l'endroit est l'un des lieux culturels à la mode. Et pourtant... Un escalier dévalé et quelques couloirs plus loin, on découvre la salle de spectacle. Immense, au cœur de l'usine. Voici donc ce qui a concentré les efforts lors de la réhabilitation.

Le charme du sol et des murs est intact ; seules quelques cloisons ont été ajoutées. L'endroit est aménageable à l'infini. Les gradins vont et viennent selon les envies des artistes. Impossible de savoir quel espace accueillait, autrefois, la coupe, quel autre le piquage. Le plafond du rez-de-chaussée a été éventré et l'étage accueille les projecteurs. Ce lieu singulier porte désormais le nom de nef.

La dernière surface disponible entre les murs est dédiée au bar. Les petites tables et les chaises des couturières y ont trouvé leur place, et pour les consommations, c'est le tarif « ouvrier » qui prévaut. Le comptoir, lui aussi, est d'époque. Autrefois équipement du travail à la chaîne, il a connu les peaux de bête, les semelles et les lacets.

À chaque issue rencontrée tout au long du parcours, des robinets démodés et des bacs en émail surmontés d'écriteaux lançant des appels devenus obsolètes : « prière de ne pas déposer de colle dans les lavabos ». Pour les ouvriers, il était temps de quitter l'usine.

## Travaux en cours

Au fond de la cour mal entretenue, un mimosa en fleur, du lierre, des mauvaises herbes. Des préaux décrépits abritent objets et accessoires en tous genres, à la manière d'un dévidoir. Et pour finir, un passage discret qui mène à l'ancienne demeure des propriétaires, une maison au style « colonial ».

Le bois des colonnes du porche est usé, rongé, peinant à soutenir le toit qui se gondole comme du carton humide. La porte d'entrée en contre-plaqué détonne, loin d'être d'époque. Pourtant, des artistes s'y installent parfois en « résidence ».

Finalement, seul l'espace réservé aux créations artistiques a été aménagé, depuis douze ans que le TNT existe. Mais la prochaine étape se profile : la réhabilitation de ce temple ouvrier va se poursuivre. Pour imposer un peu plus cette ancienne friche industrielle en nouveau territoire de l'art.

L'ancienne maison des propriétaires accueille désormais les artistes en résidence



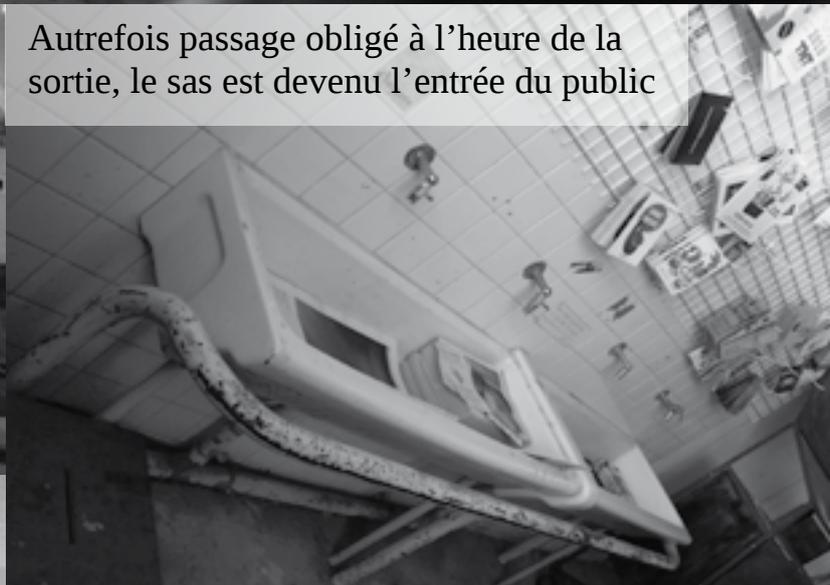
La nef, surnommée « la piscine » par le personnel du TNT : comment une friche industrielle devient un théâtre



Autrefois passage obligé à l'heure de la sortie, le sas est devenu l'entrée du public



Au bar, les tables de couture ont trouvé une seconde vie



Dans cet immense espace, les ouvriers coupaient, piquaient, assemblaient. Aujourd'hui, les artistes disposent librement de ces 550 m<sup>2</sup> pour leurs créations